



Treizième session
Point 60 de l'ordre du jour

QUESTION DE L'UTILISATION DE L'ESPACE EXTRA-ATMOSPHERIQUE A DES FINS PACIFIQUES :

- a) INTERDICTION DE L'UTILISATION DE L'ESPACE COSMIQUE A DES FINS MILITAIRES, SUPPRESSION DES BASES MILITAIRES ETRANGERES SITUÉES SUR LE TERRITOIRE D'AUTRES PAYS ET COOPERATION INTERNATIONALE TOUCHANT L'ETUDE DE L'ESPACE COSMIQUE
- b) PROGRAMME DE COOPERATION INTERNATIONALE EN CE QUI CONCERNE L'ESPACE EXTRA-ATMOSPHERIQUE

Rapport de la Première Commission

Rapporteur : M. Franz MATSCH (Autriche)

1. Le 15 mars 1958, l'Union des Républiques socialistes soviétiques a demandé (A/3818 et Corr.1) (anglais seulement) l'inscription à l'ordre du jour de la treizième session de l'Assemblée générale d'une question intitulée "Interdiction de l'utilisation de l'espace cosmique à des fins militaires, suppression des bases militaires étrangères situées sur le territoire d'autres pays et coopération internationale touchant l'étude de l'espace cosmique". Un mémoire explicatif était joint à cette demande.
2. Le 2 septembre, les Etats-Unis d'Amérique ont demandé (A/3902) l'inscription à l'ordre du jour de la treizième session d'une question intitulée "Programme de coopération internationale en ce qui concerne l'espace extra-atmosphérique". Un mémoire explicatif était joint à cette demande.
3. A la 752ème séance plénière, le 22 septembre, l'Assemblée générale a décidé d'inscrire à son ordre du jour les questions proposées par l'URSS et les Etats-Unis, comme alinéas a) et b) du point 60 intitulé "Question de l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique à des fins pacifiques", et les a renvoyées à la Première Commission pour examen et rapport.
4. La Commission a examiné cette question de sa 981ème à sa 995ème séance, du 11 au 24 novembre 1958.

/...

5. Le 7 novembre, l'Union des Républiques socialistes soviétiques a présenté un projet de résolution (A/C.1/L.219) aux termes duquel l'Assemblée générale jugerait indispensable de conclure un accord sur l'interdiction de lancer des fusées dans l'espace cosmique à des fins militaires et sur la suppression de toutes les bases militaires étrangères situées sur le territoire d'autres pays, cet accord devant être fondé sur les principes ci-après :

1. Interdiction d'utiliser l'espace cosmique à des fins militaires et obligation faite aux Etats de ne procéder au lancement de fusées dans l'espace cosmique que conformément à un programme international établi d'un commun accord;

2. Suppression des bases militaires étrangères, en premier lieu en Europe, dans le Proche et le Moyen-Orient et en Afrique du Nord;

3. Institution, dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, d'un contrôle international approprié de l'exécution des engagements susmentionnés;

4. Création d'un organe des Nations Unies pour la coopération internationale touchant l'étude de l'espace cosmique, qui pourrait exercer les fonctions suivantes: élaborer un programme international concerté de lancement de fusées intercontinentales et cosmiques en vue de l'étude de l'espace cosmique, et suivre l'exécution de ce programme; poursuivre, sur une base permanente, les recherches sur l'espace cosmique qui s'effectuent actuellement dans le cadre de l'Année géophysique internationale; servir de centre mondial pour le rassemblement, l'échange mutuel et la diffusion de renseignements sur les recherches cosmiques; coordonner les plans nationaux de recherche scientifique touchant l'étude de l'espace cosmique et prêter tout son concours à l'exécution de ces plans.

6. A la 983ème séance, le 13 novembre, l'Australie, la Belgique, la Bolivie, le Canada, le Danemark, les Etats-Unis d'Amérique, la France, le Guatemala, l'Irlande, l'Italie, le Japon, le Népal, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Suède, la Turquie, l'Union Sud-Africaine, l'Uruguay et le Venezuela ont déposé un projet de résolution (A/C.1/L.220) tendant à ce que l'Assemblée générale : 1) crée un comité spécial des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, composé des représentants de....., et le prie de présenter à l'Assemblée générale, lors de sa quatorzième session, un rapport sur :

/...

a) Les activités et les ressources de l'Organisation des Nations Unies, de ses institutions spécialisées et d'autres organismes internationaux en ce qui concerne les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique;

b) L'étendue de la coopération et des programmes internationaux touchant les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique qui pourraient être utilement entrepris sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies au profit des Etats, quel que soit leur stade de développement économique ou scientifique;

c) Les arrangements que les Nations Unies devraient prévoir pour l'avenir, en matière d'organisation, afin de faciliter la coopération internationale dans ce domaine;

d) La nature des problèmes juridiques que pourra soulever l'exécution de programmes d'exploration de l'espace extra-atmosphérique;

et 2) prie le Secrétaire général de prêter l'assistance voulue audit comité et de recommander toutes autres mesures qui pourraient être prises dans le cadre actuel de l'Organisation des Nations Unies pour encourager une coopération internationale aussi complète que possible en ce qui concerne les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique.

7. A la 989ème séance, le 18 novembre, l'Union des Républiques socialistes soviétiques a présenté un texte révisé (A/C.1/L.219/Rev.1) de son projet de résolution (A/C.1/L.219), tendant à ce que l'Assemblée générale :

1) Recommande de créer dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies une commission internationale pour la coopération dans le domaine de l'étude de l'espace cosmique à des fins pacifiques;

2) Recommande de créer un groupe préparatoire composé de l'Union soviétique, des Etats-Unis, du Royaume-Uni, de la France, de l'Inde, de la Tchécoslovaquie, de la Pologne, de la Roumanie, de la République Arabe Unie, de la Suède et de l'Argentine, qui serait chargé d'élaborer le programme et le statut de ladite commission internationale;

3) Recommande que le groupe préparatoire, au cours de ses travaux, tienne compte du fait que la commission internationale aura notamment pour fonctions :

a) De poursuivre, sur une base permanente, les recherches sur l'espace cosmique qui s'effectuent actuellement dans le cadre de l'Année géophysique internationale;

/...

b) D'organiser l'échange mutuel et la diffusion de renseignements en matière de recherches sur l'espace cosmique;

c) De coordonner les plans nationaux de recherche scientifique touchant l'étude de l'espace cosmique et de prêter tout son concours à l'exécution de ces plans;

4) Prie le groupe préparatoire de faire rapport à l'Assemblée générale, lors de sa quatorzième session, sur les résultats de ses travaux;

5) Recommande à la commission internationale, lorsqu'elle sera créée, de convenir de la forme que devra prendre un accord établissant des liens étroits avec l'Organisation des Nations Unies.

8. Le 21 novembre, un texte révisé (A/C.1/L.220/Rev.1) du projet de résolution des vingt Puissances (A/C.1/L.220) a été déposé, apportant les modifications suivantes au paragraphe 1 du dispositif du projet initial (voir le paragraphe 6 du présent rapport) :

a) La composition du Comité spécial a été fixée comme suit : Argentine, Australie, Belgique, Brésil, Canada, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Iran, Italie, Japon, Mexique, Pologne, République Arabe Unie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Tchécoslovaquie et Union des Républiques socialistes soviétiques;

b) A la fin de l'alinéa b), le texte suivant a été ajouté : "en tenant compte notamment des propositions ci-après :

- "i) Poursuite, sur une base permanente, des recherches sur l'espace extra-atmosphérique qui s'effectuent actuellement dans le cadre de l'Année géophysique internationale;
- "ii) Organisation de l'échange mutuel et de la diffusion de renseignements en matière de recherches sur l'espace extra-atmosphérique;
- "iii) Coordination des plans nationaux de recherche scientifique touchant l'étude de l'espace extra-atmosphérique et octroi de l'aide la plus large en vue de l'exécution de ces plans;"

/...

c) L'alinéa c) a été remanié comme suit : "Les arrangements qu'il conviendrait de prévoir pour l'avenir, en matière d'organisation, afin de faciliter la coopération internationale en ce domaine dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies".

9. A la 995^{ème} séance, le 24 novembre, la Birmanie, l'Inde et la République Arabe Unie ont présenté un projet de résolution qui, sous sa forme révisée (A/C.1/L.224/Rev.1), tendait à ce que la Première Commission prie les Etats-Unis et l'URSS de considérer la nécessité urgente de prendre des mesures positives et constructives en ce qui concerne l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique à des fins pacifiques et de présenter d'urgence à la Première Commission un rapport sur une manière pratique d'aborder ce problème sur laquelle ils se seraient mis d'accord.

Au cours de la même séance, la Commission a voté sur les projets de résolutions dont elle était saisie, ayant décidé sans opposition de donner la priorité au projet des trois Puissances. Les résultats du vote ont été les suivants :

a) Le projet de résolution des trois Puissances (A/C.1/L.224/Rev.1) a fait l'objet d'un vote par appel nominal et a été rejeté par 25 voix contre 14 avec 42 abstentions :

Ont voté pour : Albanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Bulgarie, Colombie, Ghana, Haïti, Hongrie, Indonésie, Islande, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques.

Ont voté contre : Australie, Belgique, Canada, Chine, Cuba, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, France, Guatemala, Italie, Japon, Luxembourg, Nicaragua, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Portugal, République Dominicaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Thaïlande, Turquie, Union Sud-Africaine, Uruguay.

Abstentions : Afghanistan, Arabie Saoudite, Argentine, Autriche, Birmanie, Bolivie, Brésil, Cambodge, Ceylan, Chili, Costa-Rica, Danemark, Equateur, Ethiopie, Fédération de Malaisie, Finlande, Grèce, Honduras, Inde, Irak, Iran, Irlande, Israël, Jordanie, Laos, Liban, Libéria, Libye, Maroc, Mexique, Népal, Norvège, Pérou, Philippines, République Arabe Unie, Salvador, Soudan, Suède, Tunisie, Venezuela, Yémen, Yougoslavie.

/...

b) Le représentant de l'URSS a déclaré que le projet de résolution soviétique (A/C.1/L.219/Rev.1) avait été déposé comme base de décision unanime et que si l'on n'escomptait pas une décision unanime sa délégation ne demanderait pas que sa proposition soit mise aux voix.

c) Le projet de résolution des vingt Puissances (A/C.1/L.220/Rev.1) a été mis aux voix de la façon suivante :

La partie du paragraphe 1 du dispositif commençant par le mot "Crée" et finissant par les mots "Union des Républiques socialistes soviétiques" a fait l'objet d'un vote par appel nominal et a été adoptée par 51 voix contre 9, avec 21 abstentions :

Ont voté pour : Argentine, Australie, Belgique, Bolivie, Brésil, Canada, Chili, Chine, Colombie, Costa-Rica, Cuba, Danemark, Equateur, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Fédération de Malaisie, France, Grèce, Guatemala, Haïti, Honduras, Iran, Irlande, Islande, Italie, Japon, Laos, Libéria, Luxembourg, Mexique, Népal, Nicaragua, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Portugal, République Dominicaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Salvador, Suède, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Union Sud-Africaine, Uruguay, Venezuela.

Ont voté contre : Albanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Bulgarie, Hongrie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques.

Abstentions : Afghanistan, Arabie Saoudite, Autriche, Birmanie, Cambodge, Ceylan, Ethiopie, Finlande, Ghana, Inde, Indonésie, Irak, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Maroc, République Arabe Unie, Soudan, Yémen, Yougoslavie.

Le premier alinéa du préambule a été adopté par 67 voix contre 9, avec 2 abstentions.

L'ensemble du projet de résolution a été adopté par 54 voix contre 9, avec 18 abstentions.

10. En conséquence, la Première Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter la résolution suivante :

Question de l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique à des fins pacifiques

L'Assemblée générale,

Reconnaissant que l'espace extra-atmosphérique intéresse l'humanité tout entière et que l'objectif commun est de le voir utilisé à des fins exclusivement pacifiques,

/...

Considérant le paragraphe 1 de l'Article 2 de la Charte, aux termes duquel "l'Organisation est fondée sur le principe de l'égalité souveraine de tous ses Membres",

Souhaitant éviter que les rivalités nationales actuelles ne s'étendent à ce nouveau domaine,

Désireuse d'encourager énergiquement une exploration et une exploitation aussi complètes que possible de l'espace extra-atmosphérique pour le bien de l'humanité,

Consciente du fait que les récents progrès accomplis en ce qui concerne l'espace extra-atmosphérique ont ajouté une nouvelle dimension à la vie de l'homme et lui ont ouvert des possibilités nouvelles d'accroître ses connaissances et d'améliorer son existence,

Notant que le programme de coopération scientifique de l'Année géophysique internationale pour l'exploration de l'espace extra-atmosphérique a été couronné de succès et qu'il a été décidé de poursuivre et de développer ce type de coopération,

Reconnaissant la grande importance d'une coopération internationale dans le domaine de l'étude et de l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique à des fins pacifiques,

Considérant que cette coopération contribuera à développer la compréhension mutuelle et à affermir les relations amicales entre les peuples,

Persuadée qu'il convient de poursuivre résolument le développement de programmes de coopération internationale et scientifique touchant les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique,

Persuadée que des progrès dans ce domaine contribueront sensiblement à atteindre l'objectif fixé, à savoir l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique à des fins exclusivement pacifiques,

Considérant qu'il serait très utile de créer, dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, un organe international compétent pour la coopération dans le domaine de l'étude de l'espace extra-atmosphérique à des fins pacifiques,

Désireuse de réunir le plus de renseignements possible sur les nombreux problèmes relatifs aux utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique avant de recommander des programmes précis de coopération internationale dans ce domaine,

/...

1. Crée un Comité spécial des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, composé des représentants de l'Argentine, de l'Australie, de la Belgique, du Brésil, du Canada, des Etats-Unis d'Amérique, de la France, de l'Inde, de l'Iran, de l'Italie, du Japon, du Mexique, de la Pologne, de la République Arabe Unie, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Suède, de la Tchécoslovaquie et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, et le prie de présenter à l'Assemblée générale, lors de sa quatorzième session, un rapport sur :

a) Les activités et les ressources de l'Organisation des Nations Unies, de ses institutions spécialisées et d'autres organismes internationaux en ce qui concerne les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique;

b) L'étendue de la coopération et des programmes internationaux touchant les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique qui pourraient être utilement entrepris sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies au profit des Etats, quel que soit leur stade de développement économique ou scientifique, en tenant compte notamment des propositions ci-après :

- i) Poursuite, sur une base permanente, des recherches sur l'espace extra-atmosphérique qui s'effectuent actuellement dans le cadre de l'Année géophysique internationale;
- ii) Organisation de l'échange mutuel et de la diffusion de renseignements en matière de recherches sur l'espace extra-atmosphérique;
- iii) Coordination des plans nationaux de recherche scientifique touchant l'étude de l'espace extra-atmosphérique et octroi de l'aide la plus large en vue de l'exécution de ces plans;

c) Les arrangements qu'il conviendrait de prévoir pour l'avenir, en matière d'organisation, afin de faciliter la coopération internationale en ce domaine dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies;

d) La nature des problèmes juridiques que pourra soulever l'exécution de programmes d'exploration de l'espace extra-atmosphérique;

2. Prie le Secrétaire général de prêter l'assistance voulue audit Comité et de recommander toutes autres mesures qui pourraient être prises dans le cadre actuel de l'Organisation des Nations Unies pour encourager une coopération internationale aussi complète que possible en ce qui concerne les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique.